

Le SOIR

• Baie-des-Chaleurs

La Gaspésie toujours au sommet

page 3

Photo courtoisie

Du suspense pour novembre

pages 8-9

012

élections Québec

013

élections Québec

Photo La Presse Canadienne- Graham Hughes

Logement : trop cher à construire

pages 10-11

Photo La Presse Canadienne- Patrick Doyle

Volume 1 | numéro 16 | Le mercredi 20 août 2025 | 18 pages

Nouvelle refuse de contribuer

La décision de Nouvelle de ne pas contribuer au déficit d'exploitation de l'Aréna Léopold-Leclerc de Carleton-sur-Mer déçoit le maire de la ville centre de la MRC d'Avignon.

Nelson Sergerie

«Ce n'est pas le souhait qu'on avait. On souhaitait vraiment conclure une entente intermunicipale. C'est le choix du conseil qui est souverain. On ira de l'avant avec la double tarification pour les résidents de Nouvelle qui voudront utiliser l'aréna», indique Mathieu Lapointe.



L'Aréna Léopold-Leclerc de Carleton-sur-Mer Photo courtoisie

Ceci se traduira par une facture de 800 \$ pour les jeunes du hockey mineur et du patinage artistique et 275 \$ pour le hockey récréatif. Nouvelle, qui aurait dû contribuer pour près de 15000 \$ si elle avait accepté l'entente, a mentionné qu'elle remboursera une partie de la facture soumise aux utilisateurs de l'aréna.

Quai des arts ou le camping municipal.

Chacun aura à payer

«Ce n'est pas du tout l'intention de la Ville. L'aréna est l'infrastructure qui coûte le plus cher à opérer et le plus utilisé par les gens de l'extérieur. Notre intention était de rétablir une équité fiscale pour cette infrastructure, ce qui n'est pas le cas pour les autres infrastructures», précise le maire de Carleton-sur-Mer. Le partage du déficit de 337 000 \$ a été aussi révisé.

Après des échanges avec New Richmond, Maria, Escuminac et Cascapédia-Saint-Jules, la proportion du déficit est passée de 75 % à 50 \$. Les usagers contribueront pour 100 \$ lors de l'utilisation de l'infrastructure. New Richmond, Maria et Escuminac ont adopté des résolutions pour signer les documents officialisant les ententes. Rien n'est complété à Cascapédia-Saint-Jules, mais les signaux sont positifs. L'entente aura une durée d'un an.

Le conseil municipal préfère investir sur le centre sportif Louis Sleigher. Les élus craignaient qu'une participation à la facture de l'aréna ouvre une porte pour contribuer à d'autres infrastructures de Carleton-sur-Mer, comme le

Carleton-sur-Mer en surplus

Carleton-sur-Mer a réalisé un surplus de 619 000\$ pour son exercice financier 2024 sur un budget de 11 M\$.

Nelson Sergerie

Le document a été déposé lors du dernier conseil municipal, le 11 août, alors que la loi prévoit normalement un dépôt à la fin juin.

«Ça a été une année où on a eu des revenus en hausse au niveau des taxes et des droits de mutation. On a eu une excellente saison au camping qui était supérieur à ce qu'on avait budgété», explique le maire, Mathieu Lapointe.

L'Élu justifie le dépôt en retard du document financier. «C'est difficile d'aller chercher des états financiers au mois de mai comme on le faisait à l'habitude. Il n'y a pas de raisons particulières. C'est simplement les délais avec les firmes avec qui on travaille qui ont fait en sorte qu'on n'a pu les avoir qu'en août», poursuit monsieur Lapointe.

Pas de sanction

C'est une première pour celui qui siège au conseil depuis 2013 comme conseiller et depuis 2017 comme maire.

Malgré le délai, M. Lapointe ne craint pas de sanction de la part de la Commission municipale.

«Je ne crois pas. On a toujours agi avec diligence. C'est devenu une situation généralisée où c'est difficile d'avoir des états financiers à temps dans les municipalités et les organismes qu'on administre», avance l'élu.

Pour 2025, si la tendance se maintient, l'année financière devrait se conclure avec un bénéfice. «Ça va dépendre de l'achalandage au camping et au golf en septembre. Mais ça va super bien jusqu'à maintenant pour 2025», dit-il.

La Gaspésie appuie Alexis Deschênes

Le député bloquiste fédéral de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine-Listuguj pourra compter sur un appui financier de la Table des préfets de la Gaspésie alors qu'il conteste en appel l'abolition du comté d'Avignon-La Mitis-Matane-Matapédia à la dernière élection.

Nelson Sergerie

Alexis Deschênes demande à la Cour d'appel fédérale de réviser le contrôle judiciaire du 21 février qui maintenait l'abolition du défunt comté. «Comme on le fait au niveau provincial, au niveau fédéral, c'est le même enjeu du poids des régions dans l'ensemble du Canada. On veut soutenir financièrement les démarches. On n'a pas encore les montants. On va attendre de voir l'évolution du dossier, mais on sera présent pour le soutenir dans le dossier», indique le président de la table, Mathieu Lapointe.

Les frais d'appel ne sont pas connus et la table n'a pas établi un montant maximum pour une contribution. Le député le faisant *pro bono*, la table participerait aux frais de justice si monsieur Deschênes subissait une défaite en appel.

8000 \$ de ses poches

En première instance, le député indique avoir payé 8000\$ de ses poches dans la contestation.

Alexis Deschênes, qui est aussi avocat de formation et qui agit seul devant la Cour d'appel fédérale, met en évidence le critère de superficie dans son mémoire déposé en Cour d'appel fédérale le 17 juillet. Le Procureur général du Canada avait 45 jours pour y répondre.

Une date d'audition devrait être fixée fin septembre pour une audience à la fin de 2025 ou au début de 2026.



L'essence se vendait toujours 1,57 \$ à Gaspé au moment de mettre sous presse. Photo Nelson Sergerie

Essence : Québec se penchera sur le prix

Alors que le prix du litre d'essence ordinaire a baissé graduellement au cours de l'été partout en Gaspésie et ailleurs au Québec, la région de Gaspé fait cavalier seul alors que le litre se vend 1,57 \$ depuis plusieurs semaines. Il était toujours à ce prix au moment de mettre sous presse.

Nelson Sergerie

Pendant ce temps, l'essence se vendait à 1,49 \$ dans la région de Chandler, à un peu plus de 100 kilomètres.

Le litre se détaille aux environs de 1,50 \$ dans la Baie-des-Chaleurs et 1,54 \$ en Haute-Gaspésie. Il est à 1,51 \$ à Matane et Rimouski.

Ce constat fait durant l'été amène le député Stéphane Sainte-Croix à se questionner sur les marges de profit prélevées par les détaillants d'essence de Gaspé.

Selon les données de la Régie de l'énergie, la marge bénéficiaire était de 19,3 cents mercredi à Gaspé, alors qu'elle est de 13 cents dans la Baie-des-Chaleurs et 11,5 cents dans Rocher-Percé.

Le gouvernement caquiste se penchera sur cette question. Le député Sainte-Croix en discute déjà, notamment avec la ministre de l'Énergie.

«On a déjà commencé à avoir des discussions là-dessus compte tenu de ce qu'on observe cet été. Comme c'est

bien documenté dans la région, je mers de ça pour faire mes représentations. Oui, on va reprendre le cheval de bataille pour la suite des choses», commente le député de Gaspé.

Écart toujours inexplicable

À la question sur l'écart de près de 10 cents entre Gaspé et Chandler, le député rappelle que le prix plancher a été aboli pour stimuler la concurrence. «Visiblement, ici, il y a du chemin à faire», note l'élu.

«Au niveau de la marge de profit, il y a possiblement une explication derrière le phénomène et qui explique en grande partie l'écart que vit Gaspé par rapport aux autres secteurs de la Gaspésie», soumet-il dans une brève analyse. Déjà, en juillet, le maire de Gaspé ne pouvait s'expliquer l'écart de prix entre Gaspé et Chandler.

«C'est un signe qu'il y a un manque de concurrence», disait Daniel Côté en appelant à nouveau le Bureau de la concurrence de faire son travail.

En septembre dernier, le Bureau de la concurrence estimait qu'il n'y avait pas de collusion en Gaspésie pour fixer le prix de l'essence.

L'organisation indiquait à ce moment que la lutte contre les comportements anticoncurrentiels dans le secteur de l'essence était une priorité pour lui. Des enquêteurs avaient alors effectué des visites dans plusieurs régions du

Québec afin de mieux comprendre comment les prix de l'essence étaient déterminés, dont une en Gaspésie le 18 juillet 2024.

«À ce jour, l'information obtenue ne nous a pas permis de démontrer la présence d'activités anticoncurrentielles dans le secteur de la vente d'essence au détail», notait le Bureau, rappelant que son rôle est d'enquêter sur la fixation des prix et d'autres comportements anticoncurrentiels.

Plus cher en Gaspésie

En tant qu'organisme d'application de la loi, le bureau n'a pas l'autorité de réglementer le prix de l'essence. Cette tâche relève plutôt de Québec, ajoutait l'organisme fédéral.

Le 30 janvier 2024, la Régie de l'énergie a d'ailleurs déposé un rapport de surveillance des prix de l'essence en Gaspésie. L'une de ses conclusions était que la moitié du temps, pendant cinq ans, ce sont les automobilistes de la Gaspésie qui payaient leur essence le plus cher au Québec.

De 2018 à 2023, les prix affichés moyens de l'essence ordinaire en Gaspésie «ont été généralement supérieurs à la moyenne pour l'ensemble du Québec».

Pendant ces cinq années, la région a été au premier rang des prix les plus élevés 48 % du temps.



Pendant ce temps, l'essence se vendait à 1,49 \$ dans la région de Chandler. Photo Vincent Rioux-Berrouard

Une association de pompiers fondée

L'association des pompiers et pompières de la Gaspésie voit le jour.

Nelson Sergerie

tances municipales, provinciales et gouvernementales, tout en mettant en valeur le rôle que jouent les pompiers dans la sécurité des communautés.

Officiers dans les MRC

«On a besoin de rapprochements avec les pompiers des différents services d'incendie de la Gaspésie et on inclut ceux des Îles-de-la-Madeleine pour partager nos connaissances, des informations et aider les pompiers qui auraient un besoin soit de discuter ou des incendies en général», justifie le président fondateur, Joshua Boulé.

Des officiers sont nommés dans chacune des MRC, soit Joshua Boulé pour la Haute-Gaspésie, Mélissa Brière (Murdochville) responsable pour Côte-de-Gaspé, Charles Méthot (Grande-Rivière) pour Rocher-Percé, Sébastien Babin (Saint-Elzéar) dans Bonaventure et Marc Côté (Avignon-Est) pour Avignon.

Cette nouvelle association se veut un lieu d'échange, de développement professionnel et de collaboration active. «On veut aussi rassembler le côté social», indique monsieur Boulé, donnant par exemple l'organisation de compétitions de pompiers.

Présentement, l'association compte officiellement une trentaine de membres et la page Facebook en regroupe quelque 120. Selon le président, il y aurait entre 250 et 300 pompiers dans la région.

L'association vise également à représenter ses membres auprès des ins-

«On se laisse du temps pour la créa-



Le président fondateur de l'Association des pompiers et pompières de la Gaspésie, Joshua Boulé. Photo courtoisie

tion avec une inscription gratuite et pour présenter ce qu'on veut faire aux membres et en 2026, on va créer une adhésion payante à frais minimes pour organiser des activités entre pompiers de la région», explique Joshua Boulé.

Une association régionale comme celle de la Gaspésie n'existerait pas dans d'autres régions du Québec. «Il existe des associations ailleurs au Québec, mais à grande échelle comme la nôtre, je ne croirais pas», soutient le président.



Fin tragique pour un touriste à New Richmond

Un homme de 86 ans de Pike River, en Estrie, a connu une fin tragique samedi avant-midi alors qu'il est décédé des conséquences d'un éboulis sur une plage de New Richmond. L'alerte a été donnée vers 9 heures 50 pour un individu blessé grièvement à la suite d'un éboulis sur la plage Henderson. Les secours ont été appelés et le malheureux a été transféré à l'hôpital où son décès a été constaté. Selon la Sûreté du Québec, à première vue, rien de suspect n'a été constaté dans cet accident. Un coroner tentera de déterminer les circonstances entourant ce tragique événement. (N.S)



Cinq feux de forêt en une semaine en Gaspésie

Cinq incendies de forêt ont été enregistrés, la semaine dernière, en Gaspésie, dont un dans le secteur du parc éolien, vendredi dernier, à Carleton-sur-Mer. Le feu de forêt a été déclaré au sud-ouest du parc sur l'heure du midi. Il a été rapporté vers 13 h au Service de sécurité incendie Avignon-Est et dès 14 h 15, une coordination s'est faite avec la SOPFEU pour combattre le sinistre. Sur place, au moins un avion-citerne de la SOPFEU et un hélicoptère ont été observés depuis le milieu de l'après-midi pour éviter une propagation des flammes. Les pompiers suggèrent d'éviter de faire des feux en cette période critique. (N.S)

Présence accrue du requin blanc

Le requin blanc est présent au Canada depuis des milliers d'années. Photo iStock

Bien que le requin blanc soit connu depuis des milliers d'années au Canada, sa présence continue de susciter curiosité et fascination.

Émilie Bernier
Initiative de journalisme local

La récente capture sur image d'un juvénile s'attaquant à une carcasse de phoque dans la baie de Gaspé a fait le tour du Web en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire.

Le 10 août, un mâle subadulte de 9,5 pieds et 462 livres – Danny – a été répertorié au large de Chandler. Au début du mois, un autre subadulte se promenait dans les environs des Îles-de-la-Madeleine; Quint, un mâle de 9,8 pieds pour 587 livres.

L'Observatoire des requins du Saint-Laurent (ORS) a ainsi émis un avis à l'intention des plongeurs et autres usagers du milieu marin concernant la présence accrue de requins blancs dans le golfe du Saint-Laurent.

Mythes et réalité

Se gardant d'être alarmiste, le fondateur de l'observatoire, Jeffrey Gallant, souhaite livrer un message de précaution fondé sur l'observation scientifique, plutôt que sur l'exagération, la peur ou le sensationnalisme.

«Nous agissons par souci de sécurité et d'information – et non par obligation – en réponse aux nombreux appels des médias et de citoyens

inquiets, ainsi qu'en l'absence de toute communication officielle des organismes gouvernementaux concernant l'augmentation d'observations et les signes confirmant la présence accrue de cette espèce dans le Saint-Laurent.»

La rencontre du 2 août entre un plongeur et un requin blanc aux Îles-de-la-Madeleine, ainsi que la présence de plusieurs phoques mutilés en Gaspésie, ont mené l'ORS à faire cette démarche, un «contrepoids scientifique aux distorsions virales sur les réseaux sociaux, aux canulars générés par l'IA, aux généralisations excessives des influenceurs, ainsi qu'à la désinformation en général.»

Jeffrey Gallant rappelle d'emblée que le requin blanc n'est pas le prédateur monstrueux véhiculé par plusieurs films, dont *Les Dents de la mer*, mais que «la tendance récente qui présente le requin blanc comme indifférent aux humains, et donc inoffensif, est tout aussi erronée et réduit à l'excès la complexité réelle de son comportement.»

La vérité se situe entre les deux et dépend de nombreux paramètres, résume le scientifique.

Il rappelle que divers facteurs environnementaux et comportementaux (visibilité sous l'eau, densité de proies naturelles comme les phoques, présence de congénères) influenceront le niveau de risque posé par un requin blanc.

«La plupart des incidents résultent probablement d'une combinaison exceptionnelle de telles circonstances, où la victime se trouve, à son insu, au mauvais endroit au mauvais moment.»

En hausse

Chose certaine, la fréquence des interactions s'est intensifiée dans les dernières années.

«Jusqu'en 2021, aucune interaction confirmée entre un plongeur et un requin blanc n'avait été documentée au Canada. Depuis, près de 10 rencontres ont été signalées en Nouvelle-Écosse, et celle rapportée le 2 août aux Îles-de-la-Madeleine constituerait la première interaction non provoquée dans les eaux du Québec et du golfe du Saint-Laurent», écrit le fondateur de l'ORS.

Certains secteurs sont plus à risque, en lien avec la présence d'importantes colonies de phoques.

«Les nageurs et pagayeurs doivent se montrer attentifs à la présence de phoques, et éviter les zones où ils sont concentrés», précise Jeffrey Gallant.

Quoi qu'il en soit, les rencontres avec le requin blanc sont appelées à se multiplier dans les années à venir. Le scientifique y voit plutôt une bonne nouvelle.

«L'océan est en pleine mutation, et nous devons aborder cette nouvelle réalité avec calme, réalisme et optimisme. La réapparition marquée du requin blanc constitue un rare signe d'espoir pour la santé du Saint-Laurent, bien qu'il impose certains défis pour les activités humaines», conclut le spécialiste de ce grand poisson.



La carcasse d'un phoque retrouvée à Rivière-au-Tonnerre le 12 août 2024 pourrait être le résultat d'une attaque de requin blanc. Photo RQUMM



Donald Trump et l'ombre de la dictature

Il n'y a qu'une seule façon de comprendre et de voir où se dirige Donald Trump : le lire en y ajoutant le sous-entendu. L'approche d'une dictature est à nos portes. Il y a un plan.

Par exemple : « Je vais éliminer la pauvreté. » Le sous-entendu : et les gens qui vont avec. « Nous rendrons sa grandeur à l'Amérique. » Le sous-entendu : en nivelant par le bas.

Élimination des pauvres, ce qui inclut les mendiants, des malades sans assurance et tous ceux qui dépendent de l'assistance sociale. Fini les dépenses jugées inutiles.

Seuls ceux qui peuvent se payer une assurance maladie auront le droit de demeurer en vie. Les autres seront éliminés en leur coupant les moyens de subsistance, soit les soins médicaux, les rentes des anciens combattants ou les bourses d'études, qui coûtent une fortune.

Sans parler des universités, accusées de ne produire que des démocrates « incapables de comprendre » le totalitarisme global et la dictature.

L'objectif : qu'il ne reste qu'une partie du peuple, au plus haut niveau de la société, comme en Chine. Environ 20 % de la population contrôlerait le reste. Il n'y a pas de place pour tout le monde. La majorité devra servir l'État. Trump entend réduire le peuple au silence complet en éliminant le droit de parole et la liberté de presse, comme en Russie. En réalité, Donald Trump veut réussir là où Adolf Hitler a échoué.

Race supérieure

Une élite riche, majoritairement blanche, dominerait ensuite un peuple presque réduit à l'esclavage,

« Une élite riche, majoritairement blanche, dominerait un peuple presque réduit à l'esclavage. »



Le président des États-Unis, Donald Trump. AP Photo- Jacquelyn Martin

au profit d'une soi-disant « race supérieure ».

La classe moyenne disparaîtrait, car jugée inutile. Une infime minorité se ferait servir au sommet. Et que dire d'Elon Musk ? Silence radio... jusqu'au moment opportun : les élections de mi-mandat. Il pourrait alors se présenter avec un programme semblable à celui des démocrates, pour diviser leur vote et ainsi ouvrir la voie à Trump, qui terminerait son œuvre avant de passer le flambeau à ses enfants pour des décennies.

Yves Boisvert, dans *La Presse* du 12 août 2025, a à peine effleuré cette réalité en parlant de pseudo-démocraties. Comme Hitler, Trump met en

place sa milice et instrumentalise la Garde nationale sous des prétextes mensongers. Après Washington, ce sera New York, puis Chicago.

Une fois sa milice en place, il contrôlerait tout l'est du pays. La Californie n'aura qu'à bien se tenir. Les États-Unis seront alors divisés en deux. Ce sera soit le début d'une guerre civile, soit la fin de la démocratie telle que les Américains la connaissent. Et tout cela pourrait survenir en moins d'un an au pouvoir.

Véritable cauchemar

Assister à la naissance d'une dictature chez nos voisins du Sud est pour nous, Canadiens, un véritable cauchemar.

Comment éviter cela ? Pas de réponse claire. Trump s'entoure d'adeptes inconditionnels prêts à tout pour rester du « bon côté » de la clôture.

Il expulse les sans-abris au lieu de les aider, les enferme depuis plus de deux semaines. Même traitement pour les immigrants. Que faudra-t-il pour que le peuple se lève enfin ? Les démocrates eux-mêmes semblent impuissants.

Et au fait, comment se fait-il que Vladimir Poutine se soit retrouvé en Alaska ? La Cour pénale internationale a pourtant lancé un mandat d'arrêt contre lui le 17 mars 2023. Que se passe-t-il ? Fait-il partie d'un accord ? Tout va trop vite. C'est voulu.

Remaniement caquiste à Québec

Blanchette Vézina veut demeurer ministre

Maité Blanchette Vézina réitère son intérêt à poursuivre le travail qu'elle a amorcé comme ministre des Ressources naturelles et des Forêts et ministre régionale, alors que son nom revient souvent dans les discussions en coulisses en vue du remaniement caquiste prévu d'ici la fête du Travail.



Véronique Bossé
vbosse@lesoir.ca

Certains poids lourds de la Coalition avenir Québec devront accepter de changer de portefeuille ou céder leur place, afin d'offrir un nouveau souffle à l'équipe de François Legault. « Écoute » et « humilité » sont les deux mots-clés du premier ministre, « très déçu » du résultat de l'élection partielle dans Arthabaska-L'Érable, où son parti n'a récolté que 7 % des voix.

« On avait un très bon candidat, mais nous avons bien compris le message que les citoyens nous ont envoyé. C'est aussi pour cette raison que le premier ministre souhaite qu'on revoie nos priorités, afin de s'assurer qu'on réponde bien aux besoins des citoyens », affirme la députée de Rimouski.

Comme tous ses collègues, madame Blanchette Vézina affirme que le remaniement ministériel est la prérogative du premier ministre.

« Je vais donc continuer à travailler, d'ici au remaniement, sur les dossiers de la forêt et des ressources naturelles. Ce sont des dossiers prioritaires pour le Québec et les régions du Québec, alors je vais travailler pour m'assurer que ces priorités sont bien représentées. »

Réforme qui ne fait pas l'unanimité

En ce qui a trait à son projet de loi sur la modernisation du régime forestier, pour lequel elle a dû faire des amendements à la suite de critiques vives provenant de nombreux groupes de pression, Maité Blanchette Vézina ne voit pas ces changements comme un signe évident qu'elle pourrait perdre le ministère des Ressources naturelles et des Forêts.

« Il est important de faire des ajustements. C'est très difficile dans le contexte de la guerre tarifaire du conflit du bois d'œuvre pour le secteur forestier, alors on est plus aligné que jamais pour avancer dans ce dos-



La députée-ministre Maité Blanchette Vézina. Photo courtoisie

sier, mais j'ai travaillé tout l'été sur des amendements, à la suite des consultations particulières. On a entendu des choses intéressantes, on a eu des rencontres et j'avais d'ailleurs annoncé qu'on travaillait sur des amendements, ce qui est tout à fait normal pour une réforme de l'ampleur de celle-là, pour une ressource aussi importante pour le Québec », témoigne-t-elle.

Dans la course en 2026

Quoique sera le dénouement du remaniement, Maité Blanchette Vézina déclare que sa priorité demeurera son rôle de députée. Comme déjà mentionnée, elle réitère qu'elle représentera la CAQ lors du scrutin provincial de 2026 dans Rimouski.

« J'irai là où on me confiera des mandats. Je vais continuer de travailler pour les citoyens. »

CSN et STQ toujours à couteaux tirés

Le conflit de travail qui oppose la Société des traversiers du Québec aux travailleurs affiliés à la CSN perdure avec une convention collective échue depuis avril 2023. La ministre régionale, Maité Blanchette Vézina, ne veut pas se commettre davantage sur la suite du dossier.

Dominique Fortier

Après avoir paralysé le service de traverse pendant les vacances de la construction avec une grève de 10 jours, perturbant les saisons touristiques au Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et sur la Côte-Nord, le syndicat des travailleurs de la CSN a repris les négociations. Le salaire est l'enjeu principal de ce conflit. Alors

que le gouvernement déposait une proposition de hausse salariale de 12,7 % sur cinq ans, les concessions demandées aux travailleurs n'étaient pas raisonnables selon le syndicat.

Bien qu'un projet de loi permettant au ministre du Travail de disposer de leviers supplémentaires pour mettre fin à des conflits pourrait être adopté à l'automne, n'en reste pas moins que de nouvelles journées de grève ne sont pas à exclure d'ici là, ce qui bouleversera de nouveau les activités économiques sur les deux rives.

Interrogée sur le sujet, madame Blanchette Vézina parle plutôt de sécurité routière lorsqu'il lui est demandé s'il est envisageable que la traverse

Matane-Baie-Comeau-Godbout devienne un service essentiel.

« Beaucoup de citoyens ont été affectés par la grève des traversiers. C'est un dossier que j'ai pris en charge pour m'assurer que la sécurité des routes soit bonne. On a ajouté des policiers pendant les fortes périodes d'achalandage pour éviter des accidents. » Elle ajoute que les pourparlers se poursuivent. « On souhaite que les négociations aboutissent, c'est certain. »

Projet Rimouski-Forestville

Maité Blanchette Vézina aborde aussi le dossier de la traverse Rimouski-Forestville.

« J'ai amorcé des rencontres avec les villes de Rimouski et Forestville, et avec l'organisme à but non lucratif créé pour tenter de relancer la traverse. Ce fut une rencontre très productive et on a travaillé sur des suggestions pour les aider à faire cheminer leur projet. Je suis très contente de pouvoir faire mon rôle de ministre régionale pour que des projets porteurs puissent cheminer positivement. Je vais continuer de travailler avec les partenaires », explique-t-elle, en mentionnant que le gouvernement est en attente du dépôt d'un projet révisé par l'organisme porteur.

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2025

Famille et politique : dure conciliation

Jean-François Fortin baigne dans la politique depuis fort longtemps. Ex-député fédéral et enseignant dans ce domaine au Cégep de Rimouski, le maire de Sainte-Flavie sait tout ce qu'implique de se lancer en politique active.

Dominique Fortier

« Il y a une réalité qui existe à l'effet que les candidats potentiels doivent considérer sérieusement s'ils sont prêts à se lancer dans une aventure qui implique une très grosse charge de travail. Ça peut paraître attrayant de vouloir changer les choses dans sa ville, mais il y a une complexité accrue et beaucoup plus de tâches qui incombent au milieu municipal. On pense autant à la réglementation qu'aux finances », explique monsieur Fortin.

Il mentionne aussi les attentes des citoyens. « Les gens croient parfois que les municipalités ont tous les leviers pour faire bouger les choses alors que ce n'est pas le cas. Les villes ont des obligations à remplir et certaines choses ne sont tout simplement pas de notre ressort. Le meilleur exemple qui me vient en tête est la

gestion des routes. Si les petites rues sont sous notre responsabilité, les grandes artères comme la route 132 sont dans la cour du gouvernement provincial. »

Rémunération à revoir

Pour Jean-François Fortin, l'ampleur de la tâche d'un élu municipal n'est souvent pas à la hauteur du salaire qui l'accompagne. « Pour les petites et moyennes villes, la compensation financière n'équivaut pas du tout la charge de travail qui augmente sans cesse. Ce n'est donc pas très attrayant pour un futur candidat, surtout pour quelqu'un qui occupe déjà un emploi. La politique municipale implique que l'élu devra souvent faire des heures pratiquement bénévoles à la municipalité et ainsi sacrifier des heures rémunérées à son autre emploi. »

La politique municipale implique ainsi une grande disponibilité qui n'est pas facilement conciliable avec la vie de famille.

« Et l'exposition des élus à la critique, parfois virulente, n'est pas à négliger non plus. Il y a des gens qui ne sont pas à l'aise avec les critiques parce



Le maire de Sainte-Flavie, Jean-François Fortin. Photo courtoisie

que celles-ci deviennent parfois des attaques. Et souvent, des personnes vont s'en prendre à un élu sans avoir toute l'information pertinente sur un dossier ou un enjeu précis », poursuit le maire de Sainte-Flavie.

Changer les choses

Sur une note plus positive, monsieur Fortin croit que le milieu municipal offre beaucoup plus de leviers pour

changer des choses qui touchent les citoyens dans leur quotidien et qui sont visibles sur le terrain. Contrairement aux niveaux plus élevés. « On aimerait voir plus de jeunes, plus de femmes, mais il faut mieux les renseigner sur ce qui les attend. Ça peut être très valorisant d'apporter quelque chose de positif à sa municipalité, mais il faut être capable d'aller chercher cette valorisation ailleurs que sur les réseaux sociaux. »

Élus exceptionnels ou manque de relève ?

Le peu d'intérêt pour les postes d'élus municipaux est-il une tendance généralisée à l'aube des élections du 2 novembre prochain ? Le Soir a posé la question à quelques spécialistes en la matière.

Dominique Fortier

Alors qu'on ne se rue pas aux portes à un mois de l'ouverture des mises en candidature, il y a lieu de se demander dans combien de grandes municipalités de l'Est-du-Québec que les citoyens assisteront à des couronne-

ments sans opposition.

« Ça peut être un message clair que les maires ou mairesses en place sont appréciés et qu'on ne souhaite pas de grand changement. C'est quelque chose qu'on voit souvent après quelques mandats », indique le président de la Fédération québécoise des municipalités, Jacques Demers.

Des freins à se lancer

D'un autre côté, monsieur Demers

observe que les gens sont de plus en plus revendicateurs. « Lorsqu'on regarde les médias sociaux, on va souvent avoir des opinions bien arrêtées avec un seul côté de la médaille. C'est la résultante du manque de journalistes en région, qui mettraient les choses davantage en perspective. »

Les salaires anémiques sont aussi un frein, selon lui. « Il faut qu'ils soient à la hauteur des tâches qui sont rattachées au rôle des élus. Ça donnerait une chance à tout le monde, autant

en augmentant les salaires des élus actuels et de motiver d'autres personnes à se lancer. »

D'ailleurs, plusieurs élus sont des gens à la retraite qui n'ont pas nécessairement un autre emploi à temps plein pour mettre du pain et du beurre sur la table. « Tout passe par le dialogue. Souvent les gens ignorent la quantité de travail qui a été investie avant d'en venir à une décision. Il y a aussi beaucoup d'impératifs à respecter. »

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2025

Des élections courues dans Rocher-Percé

En 2021, aux dernières élections municipales, ce sont 62 % des postes de maires et de conseillers qui ont été octroyés sans aucune opposition en Gaspésie, selon les statistiques d'Élections Québec.

Jean-Philippe Thibault

Le taux est sensiblement le même à l'échelle provinciale, à 63 %. Près de deux postes sur trois sont donc pourvus sans aucun suspense.

La MRC du Rocher-Percé pourrait bien être une exception qui confirme la règle dans l'Est-du-Québec.

Des luttes déjà annoncées

Contrairement à plusieurs autres villes en Gaspésie, des campagnes électorales actives sont déjà à prévoir dans Rocher-Percé.

À Chandler, il y aura minimalement une lutte à deux alors que le maire sortant Gilles Daraïche sollicitera un second mandat consécutif. Le 12 juin, Dominique Giroux est officiellement entrée dans la course lors d'une conférence de presse prise, elle qui avait déjà signifié ses intentions plus tôt dans l'année.

Celle-ci est actuellement coordonnatrice aux opérations de la Base plein air de Bellefeuille. Pendant 28 ans, elle a dirigé Sauvetage Adrénaline, un organisme sans but lucratif qui gérait les activités aquatiques de Chandler. Elle en avait été congédiée en 2022.

Lors de l'annonce officielle de sa candidature à la mairie, Dominique Giroux avait évoqué des gestes d'intimidation venant de la part d'élus, qu'elle n'a pas voulu nommer. La course électorale sera assurément l'une des plus intéressantes à suivre en Gaspésie. Bien malin celui qui pourrait en prédire l'issue.

Plus à l'est, la course de Percé devrait également être palpitante. Daniel Leboeuf, élu l'an dernier suite à une élection partielle après la démission de Cathy Poirier, devrait cette fois solliciter un mandat complet, bien que son annonce officielle n'ait pas encore été faite. Ce ne serait qu'une question de temps.

Aucun autre candidat n'a levé la main pour le moment, mais les affaires municipales étant particulièrement suivies, analysées et commentées à Percé, il serait surprenant que personne d'autre ne fasse le grand saut.



Le maire sortant Gilles Daraïche et l'aspirante Dominique Giroux. Photos Nelson Sergerie et Jean-Philippe Thibault



Lors de l'élection partielle du 27 octobre, pas moins de quatre candidats sollicitaient l'appui des citoyens : Daniel Leboeuf (49,5 %), Olivier Lafontaine (34,3 %) et Alexandre Vibert Daraïche (7,7 %). Un cinquième citoyen, Michel Poissant, s'était présenté, mais désisté au dernier moment, suite au débat local.

Par ailleurs, Rocher-Percé est l'une des rares MRC dont le préfet est élu au suffrage universel ; par la population. Elles n'étaient que 18 sur 87 lors des élections de 2021.

Le préfet sortant Samuel Parisé a déjà indiqué qu'il serait de nouveau sur les blocs de départ. Lors de sa victoire en 2021, il était à 24 ans le plus jeune préfet élu de l'histoire du Québec. Il sera donc captivant de savoir si d'autres candidats emboîteront le pas ou s'il aura le champ libre. Ils étaient quatre à tenter leur chance à la préfecture il y a quatre ans.

Chose certaine, les postes municipaux ont été très convoités dans les dernières années dans Rocher-Percé. La soirée du 2 novembre devrait être tout aussi excitante.

Plus calme dans La Côte-de-Gaspé

Dans la plus grosse ville de la Gaspésie, l'actuel maire Daniel Côté a annoncé le 2 juin qu'il sollicitera un quatrième mandat consécutif. Le premier magistrat avait été élu sans opposition en 2021 et l'avait facilement emporté contre le citoyen engagé Jean Lapointe en 2017 dans une course plus symbolique que pragmatique. Pour le moment, personne d'autre n'a levé la main.

Le conseil municipal a cependant été presque entièrement renouvelé. Un certain virage jeunesse s'est opéré et il sera intéressant de voir si la tendance se maintiendra ; si de nouveaux visages tenteront leur chance.

Ailleurs, Délicia Ritchie-Roussy a déjà annoncé ses couleurs pour solliciter un autre mandat comme mairesse de Murdochville. Noël Richard à Grande-Vallée a au contraire indiqué qu'il s'agissait de ses derniers mois en politique municipale. Aucun opposant ou successeur n'est connu pour le moment dans les deux cas.



Le préfet sortant de la MRC du Rocher-Percé, Samuel Parisé. Photo Jean-Philippe Thibault

L'accès au logement en Gaspésie a été ciblé dans le passé comme un enjeu prioritaire. Il a été intégré à la Stratégie gouvernementale 2018-2022 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.



Jean-Philippe Thibault
jpthibault@lesoir.ca

Le dossier est récurrent. Et élémentaire. Pour attirer de nouvelles familles et de la nouvelle main-d'œuvre, il faut pouvoir les loger.

La plus récente Stratégie gouvernementale 2025-2029 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires pour la Gaspésie a défini la même priorité. Il est écrit noir sur blanc que «il devient évident que, sur le plan de sa capacité d'accueil, la région connaît un déficit important de logement».

Le document préparé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation précise que l'accroissement de l'offre de logements «constitue une priorité d'intervention».

25 000 \$ de plus par porte

Derrière cette vérité de La Palice de la nécessité d'augmenter le parc immobilier se cachent des données qui peuvent rebuter les propriétaires à se lancer dans de nouvelles constructions.

Il en a déjà été question dans ces pages, mais l'étude *Perceptions des acteurs privés et des nouveaux arrivants sur les enjeux du logement locatif résidentiel en Gaspésie* produite en 2021 par le CIRADD – le Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable, à Carleton-sur-Mer – demeure pertinente pour comprendre les dynamiques inhérentes à la région.

Si plusieurs groupes de défense pour l'accessibilité à un logement abordable se font entendre sur la place publique, il n'en demeure pas moins que le retour sur l'investissement est plus long en Gaspésie pour les joueurs privés qui voudraient investir dans la région.

Un investissement dans la construc-



Plus cher construire en Gaspésie

Le coût par porte d'une nouvelle construction en Gaspésie est d'au moins 20 000 \$ plus élevé qu'ailleurs. Photo Jean-Philippe Thibault

tion de nouveaux logements locatifs prendrait environ 10 ans avant d'être rentable. Il s'agirait du principal facteur expliquant le peu d'investissements effectués dans le logement locatif en Gaspésie. Le CIRADD a discuté à l'époque avec 10 entrepreneurs en construction et 13 promoteurs en immobilier partout en Gaspésie pour arriver à ses conclusions.

«Les nouvelles constructions à vocation locative seraient très difficiles à rentabiliser à cause du prix moyen trop bas des loyers en Gaspésie [et] la main-d'œuvre spécialisée en construction se fait rare» notent les auteurs, dirigés par le directeur de recherche Pierre-Luc Gagnon.

Le rapport du CIRADD explique par ailleurs que le coût par porte d'une nouvelle construction dans la région était de 20 000 \$ à 25 000 \$ plus élevé qu'ailleurs au Québec. Ces données datent de 2021 et peuvent avoir augmenté depuis. Pour un projet de 12 logements, le prix à payer peut ainsi être supérieur de 300 000 \$, alors que le coût du loyer ne peut être aussi élevé qu'en région urbaine. L'amortis-

sement est incidemment plus long. «Dans bien des cas, ce surcoût a pour effet de forcer les acteurs à se retirer s'ils considèrent que le rendement de l'investissement est trop faible ou trop tardif», note le rapport.

Plusieurs investisseurs préfèrent incidemment acquérir et rénover des bâtiments existants plutôt que de se lancer dans la construction de nouveaux logements locatifs. Le prix moyen des loyers en Gaspésie ne couvre pas les surcoûts actuels liés à la main-d'œuvre et aux matériaux.

Exemple en Gaspésie

À Gaspé, l'ex-maire François Roussy, derrière plusieurs projets locatifs, expliquait récemment au journal *Le Soir* que ses plus récents triplex flam-bants neufs se louent à environ 1 600 \$ par mois, sans être chauffés ni éclairés. La flambée des prix n'épargne pas les promoteurs immobiliers.

«Il n'y a pas de secret, ça prend 25 ans se payer et il faut que ce soit plein tout le temps. C'est assez difficile»,

résumait-il en expliquant plus en détail le comment du pourquoi.

«Ça coûte plus cher à construire. Je dois par exemple faire descendre une compagnie de Trois-Pistoles pour mes planchers de béton léger, parce que personne n'en fait ici. Ensuite, le même triplex vaut moins cher au niveau de sa valeur marchande s'il est érigé à Gaspé plutôt qu'à Québec ou Montréal. On doit donc mettre plus d'argent pour aller chercher le financement. Et au final, on va les louer moins cher qu'en ville.»



François Roussy Photo archives



Construction de logements : des progrès insuffisants face à la crise

La construction coûte cher dans l'Est-du-Québec. Photo Johanne Fournier

Malgré le millier de logements actuellement en chantier au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie, les besoins dépassent largement l'offre dans ces régions où construire coûte plus cher qu'ailleurs au Québec.

Johanne Fournier

Si les deux régions ont connu une année record en matière de construction résidentielle, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie peinent encore à résorber la crise du logement à laquelle ils font face. Selon les statistiques de la Société d'habitation du Québec (SHQ), 1036 unités de logements sociaux et abordables sont actuellement en construction.

À Rimouski seulement, le maire Guy Caron évalue qu'il faudrait environ

2500 nouveaux logements, dont 400 unités sociales, pour retrouver un équilibre sur le marché locatif. Un objectif qui semble lointain, même si la Ville a confirmé plus de 850 unités privées et publiques en 2024, soit 16 fois plus que l'année précédente.

Coûts plus élevés en région

La construction coûte cher dans l'Est-du-Québec. Chaque logement coûte de 20 000 \$ à 25 000 \$ plus cher que dans le reste du Québec, avec un coût moyen de 461 235 \$ par logement, toujours selon les chiffres de la SHQ. Cette réalité complique la rentabilité des projets dans des marchés plus restreints que ceux des grands centres.

Le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie



Le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie peinent encore à résorber la crise du logement à laquelle les deux régions font face. Photo Johanne Fournier

font face à des défis particuliers, notamment la disponibilité de la main-d'œuvre spécialisée et le coût du transport des matériaux.

Le Quartier maritime, un projet phare

Le plus ambitieux des projets en cours demeure celui de la Société de développement Angus. Évaluée à 130 M\$, la phase initiale du Quartier maritime prévoit la construction de plus de 320 appartements répartis dans deux bâtiments de quatre à dix étages. Le projet comprendra également un espace vert et un stationnement souterrain de 200 places.

Le financement public s'élève à 64,3 M\$ provenant du gouvernement du Québec, auquel s'ajoutent 24 M\$ de la Ville de Rimouski en subventions et en congés de taxes foncières.

Un autre chantier en cours consiste à convertir l'ancienne maison mère des Sœurs de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire en 91 nouveaux logements sociaux et abordables. Ce projet est estimé à 21,4 M\$, dont 12,6 M\$ sont versés par Ottawa et 3,3 M\$ par la Ville de Rimouski.

L'inflation frappe durement le secteur

Selon Éric Sansoucy de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ), plusieurs facteurs expliquent l'explosion des coûts de construction. «Durant la pandémie, le prix des matériaux a beaucoup monté. De plus, il vient d'y avoir une

renégociation salariale de la main-d'œuvre en construction.»

L'expert pointe également du doigt un phénomène dans l'octroi des contrats publics qui, selon lui, fait grimper les coûts. «Les contrats publics sont donnés aux moins chers, déplore M. Sansoucy. Alors, les entrepreneurs deviennent très créatifs pour proposer des soumissions les moins chères possibles et ils identifient d'avance tous les oublis qu'ils vont pouvoir observer dans les plans, ce qui fait augmenter les coûts en cours de construction.»

À son avis, cette dynamique contribue donc aux dépassements de coûts devenus monnaie courante dans le secteur, compliquant ainsi la planification budgétaire des projets publics.

Une solution qui demande du temps

Bien que les initiatives actuelles apparaissent encourageantes, l'étendue des projets reste modeste face à l'ampleur de la crise. Il faudrait encore plusieurs années de construction intensive à ce rythme pour combler l'écart. La pénurie de logements demeure donc un enjeu de taille pour le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Pour le porte-parole de la CORPIQ, la solution ne viendra pas uniquement de la construction de logements sociaux. «Ce n'est pas suffisant. C'est plutôt un bouquet de mesures qui va faire baisser la température.»

René Lévesque encore vivant dans l'esprit des élus québécois

Sa mémoire instrumentalisée de toute part

Bien qu'il soit décédé il y a près de 38 ans, René Lévesque est encore vivant dans l'esprit des élus québécois qui n'hésitent pas à instrumentaliser sa mémoire, et ce, peu importe leur position partisane.

Thomas Laberge | La Presse Canadienne

C'est ce que démontre un essai écrit par le stagiaire de la fondation Jean-Charles-Bonenfant Clovis Brochu intitulé *René Lévesque – Formes et usages d'un mythe à l'Assemblée nationale*.

«René Lévesque est instrumentalisé. Sa mémoire est instrumentalisée. C'est le propre de l'espace qu'est l'Assemblée nationale. C'est un lieu où on a des partis politiques qui sont en confrontation et qui cherchent à attaquer leur légitimité mutuelle dans l'objectif de prendre le pouvoir», explique l'auteur en entrevue avec *La Presse Canadienne*.

Pour en arriver à cette conclusion, il a analysé les discours des parlementaires à l'Assemblée nationale entre 1997 et 2022.

Péquistes-libéraux-solidaires-caquistes

Dans son essai, l'auteur affirme donc qu'il n'existe pas un, mais bien «plu-

sieurs René Lévesque», dont l'utilisation varie en fonction du contexte et des partis politiques.

Sans surprise, c'est le Parti québécois (PQ) qui s'approprie le plus la mémoire de leur ancien chef, affirme Clovis Brochu. Dans son essai, il donne l'exemple de Lucien Bouchard, qui s'est défendu d'avoir déjà appuyé le Parti libéral du Québec (PLQ), arguant que René Lévesque l'avait aussi déjà fait par le passé.

La Coalition avenir Québec – dont le chef François Legault est un ancien ministre péquiste – va plutôt mettre de l'avant un «René Lévesque pour parler de fierté nationaliste, un thème cher à la CAQ».

Québec solidaire, un parti souverainiste de gauche, va, quant à lui, davantage présenter un René Lévesque «humain et sensible à la «condition socio-économique des Québécois», explique Clovis Brochu.

Bien que René Lévesque ait commencé sa carrière politique au sein du PLQ, l'auteur souligne que les libéraux se revendiquent assez peu de cet aspect de l'ancien premier ministre. Le PLQ va davantage en faire un usage «offensif» contre le PQ.



L'ancien premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, devant la fresque murale de René Lévesque à Montréal. La Presse Canadienne – Christine Muschi

Clovis Brochu donne l'exemple du chef libéral Philippe Couillard qui, en 2013, avait accusé la première ministre péquiste Pauline Marois de «trahir la mémoire de Lévesque en faisant la promotion d'un nationalisme étroit, avec le projet de la charte des valeurs québécoises».

«Lieux communs»

L'auteur note également que, lorsque les élus évoquent René Lévesque à l'Assemblée nationale, on omet généralement ses défauts et ses contradictions.

«Puisque l'Assemblée nationale est un lieu de débat des enjeux sociaux et non un congrès d'historiens, les parlementaires n'enrichissent que très peu la compréhension contemporaine de la vie et l'œuvre de René Lévesque, mais en mobilisent plutôt les lieux communs en fonction de leurs intérêts partisans», écrit-il dans son essai.

En entrevue avec *La Presse Canadienne*, il cite en exemple le fait qu'à plusieurs reprises, Lévesque ne respectait pas les décisions prises par ses membres en congrès, notamment en menaçant de démissionner.

«Et pourtant, on mobilise sans cesse dans l'iconographie qu'on a de René Lévesque, le René Lévesque, démocrate, qui est à l'écoute des gens, et qui va suivre les décisions qui sont prises par la population. Donc, les paradoxes de René Lévesque ne seront pas soulevés, car ce n'est pas utile dans le cadre de la lutte parlementaire», ajoute-t-il.

La figure mythique de René Lévesque

Un sondage Léger de 2020 publié dans le magazine *L'actualité* indique que 66 % des personnes interrogées croient qu'il est le premier ministre qui a le plus marqué l'histoire du Québec depuis la Révolution tranquille. Robert Bourassa se retrouve en deuxième place, loin derrière, avec seulement 8 %.

«Et il n'y a pas d'autres politiciens qui ont à la fois été un ministre vedette du Parti libéral et fondateur d'un parti politique qui va faire un référendum sur l'indépendance du Québec, qui est l'une des questions les plus importantes qu'on se soit posées au Québec», conclut-il.



René Lévesque en campagne électorale. Photo Daniel Lessard - Ministère des Communications

Le SOIR Les jeux du Soir

		4						9
		3		1	4		7	8
				5	4	2		
7		8						6
5							8	
	9		7					
8	1	5			2	3		
				5	6			1
	4	7		9	1	8		

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

2	5	8	1	8	5	2	4	7	3	9	1	8	5	2
3	2	9	8	6	9	5	8	7	2	7	4	1	1	1
9	6	6	3	2	2	7	7	4	1	6	4	8	8	8
5	3	2	2	2	2	1	7	6	8	8	2	2	3	3
5	8	8	3	3	1	4	3	8	3	9	9	5	5	5
7	3	8	5	2	2	9	1	6	4	1	7	7	3	8
1	7	6	6	9	6	9	4	4	2	2	2	2	3	3
9	5	3	2	1	4	6	7	8	8	8	8	8	8	8
2	8	4	6	3	7	5	1	9	9	9	9	9	9	9

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier: vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.

SUDOKU

A	ANGLAIS	COURS	FRANÇAIS	F	FORMATION	M	MATIÈRE	R	RECHERCHE	U	UNIVERSITÉ
ARTS	ARTS	CRAYON	CULTURE	G	GÉOGRAPHIE	MATHÉMATIQUES	MATHÉMATIQUES	RECREATION	RECREATION		
B	BIBLIOTHEQUE	D	DEVOIR	H	HISTOIRE	MUSIQUE	MUSIQUE	RENTREE	RENTREE		
BULLETIN	BULLETIN	E	DIPLOME	I	INFORMATIQUE	N	NOTE	\$	\$		
C	CAFETERIA	F	DIRECTEUR	L	LEÇON	O	ORDINATEUR	SAVOIR	SAVOIR		
CAHIER	CAHIER	G	ÉCOLOGIE	LIVRE	LIVRE	P	PHYSIQUE	SCIENCES	SCIENCES		
CARTABLE	CARTABLE	H	ÉLÈVE	LOCAL	LOCAL	P	PRIMAIRE	SPORT	SPORT		
CASIER	CASIER	I	ENSEIGNEMENT			P	PROFESSEUR	TABLEAU	TABLEAU		
CHIMIE	CHIMIE	J	ÉTUDES			P	PROGRAMME	TEST	TEST		
CLASSE	CLASSE	K	EXAMEN			P	PUPITRE	THEATRE	THEATRE		
COLLEGE	COLLEGE										

D	P	T	E	H	S	D	E	E	E	U	E	L	B	A	T	R	A	C	S
E	D	U	A	I	I	E	I	R	X	R	N	C	O	U	R	S	C	E	E
V	T	B	P	B	G	S	C	P	U	A	U	I	E	L	G	E	R	U	C
O	N	I	N	I	L	O	T	N	L	T	M	E	V	E	L	E	A	Q	O
I	E	B	O	C	T	E	L	O	E	O	L	E	S	E	U	P	Y	I	N
R	M	L	I	O	S	R	A	O	I	I	M	U	N	S	R	E	O	S	D
C	E	I	T	L	E	V	E	U	C	R	C	E	C	I	E	S	N	U	A
A	N	O	A	L	D	I	C	D	R	E	E	S	M	R	L	F	I	M	I
F	G	T	M	E	U	L	I	E	R	G	E	A	T	C	E	O	O	T	R
E	I	H	R	G	T	R	C	U	E	U	I	N	A	R	H	I	C	R	E
T	E	E	O	E	E	R	E	O	Q	R	E	E	T	E	E	I	S	A	P
E	S	Q	F	C	E	T	G	I	E	R	R	N	S	H	E	I	M	A	L
R	N	U	T	A	A	R	T	P	S	E	I	E	T	A	E	T	H	I	C
I	E	E	T	N	A	A	H	I	C	T	R	O	P	S	N	A	C	A	E
A	U	I	P	M	Y	A	H	E	I	A	R	T	S	A	M	V	T	I	C
R	O	D	H	E	S	C	E	L	A	N	G	L	A	I	S	Y	R	D	
N	R	I	H	I	N	R	L	R	I	E	R	E	I	T	A	M	O	G	E
O	E	T	Q	A	C	U	O	C	L	A	S	S	E	T	E	S	T	I	O
N	A	U	R	H	B	H	E	U	Q	I	T	A	M	R	O	F	N	I	R
M	E	F	E	P	R	O	G	R	A	M	M	E	T	O	N	O	C	E	L

MOT CACHÉ

SOLUTION DU MOT CACHÉ : EDUCATION

MOTS CROISÉS

1																			
2																			
3																			
4																			
5																			
6																			
7																			
8																			
9																			
10																			
11																			
12																			

HORIZONTALEMENT

- Très économe.
- Fourchette — Outil de druide.
- Abjurer — Préposition.
- S'adresse à un Dieu — Les paresseux en sont.
- Largeur d'une étoffe — Algue verte marine — Infinitif.
- Frime — Ville des Pays-Bas.
- Trop mûrs.
- Nom gaélique de l'Irlande — Pousse à agir.
- Pain rond — Samouraï errant.
- Interdit social — Distingué.
- Aussi — Argon.
- Inclut — Enlève.

VERTICALEMENT

- Embarrassé — Coupelle.
- Tranchants — Insecte adulte.
- Reine indienne — Ours noir.
- Il annonce sa marchandise à haute voix — Institution.
- Suffixe d'origine grecque — Coup au tennis — Conspuer.
- Retourné sous l'effet d'une émotion — À moi.

7. Charpente des vertébrés — Feuillet superflu d'un ouvrage imprimé — A cours à Tokyo.
8. Partie amont d'un glacier — Rendent plus long.
9. Dans l'iris — Jeune saumon.
10. Texte lu à l'église — Page.
11. Coule au Congo — Fragile.
12. La Birmanie s'y trouve — Se faufile.

1	P	A	R	C	I	M	O	N	I	E	X								
2	E	C	A	R	T	S	E	R	P	E									
3	R	E	N	I	E	R	V	O	L	A									
4	P	R	I	E	N	T	E	S											
5	L	E	V	E	L	E	R												
6	E	S	B	R	O	U	F	E	D	E									
7	X	V	A	L	E	S													
8	E	I	R	E	S	T	I	M	O	L	E								
9	N	I	N	O	H	O	U	S											
10	T	A	B	O	S	E	L	E	C	T									
11	E	G	A	L	E	M	E	N	T										
12	T	O	L	E	R	A	V	E	R										

RENDEZ-VOUS NATURE

par
Ernie Wells



Des agents de la faune sur le terrain durant une opération. Photo courtoisie

Le manque de « gardes-chasse » menace la faune

Les régions giboyeuses sont de plus en plus vulnérables au braconnage, victimes de la fermeture de bureaux et d'un manque criant d'agents de protection de la faune.

Québec a sacrifié une des deux cohortes de formation de 32 futurs agents en 2026. On compte quelque 325 agents, alors qu'il en faudrait le double pour assurer une protection efficace de la faune, et répondre rapidement aux plaintes du public.

En 2018, le Québec comptait quelque 500 à 600 agents. « Avec les coupes budgétaires pour éponger le déficit du gouvernement, la fermeture, les départs à la retraite et volontaires, c'est de plus en plus difficile de faire notre travail », commente le président du Syndicat des agents de protection

de la faune, Martin Perreault.

« Faune en péril »

Les effectifs fondent. De 28 agents en 2013, la Côte-Nord en possédait 18 en 2022. En Gaspésie, le bureau de Chandler pourrait compter un seul agent, sinon une possible fermeture d'ici un an. À Matagami, dans le Nord-du-Québec, le bureau devrait fermer d'ici janvier 2026. Schefferville et Anticosti n'ont plus d'agents.

« La faune est en péril et la baisse des effectifs est inquiétante », déplore la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs.

Pas d'heures supplémentaires

« Si une plainte nécessite du "sur-

temps", le sous-ministre doit l'autoriser. Les heures supplémentaires sont coupées au maximum », ajoute Martin Perreault : « Ça va nous prendre un ministre, qui va agir en conséquence. On nous demande même de ne pas intervenir, comme pour la chasse de nuit dans la réserve Matane, où des chasseurs autochtones sont soupçonnés ».

Les « gardes-chasse » composent avec une convention échue depuis avril 2023. « Là on négocie jusqu'en 2028 », dit le président, satisfait de cette prolongation de deux ans. « Quand on signait pour trois ans, on commençait à renégocier le lendemain. Ça n'avait pas d'allure ». Il rencontre le nouveau sous-ministre de la faune bientôt. « Pour savoir où on s'en va ».



Martin Perreault Photo courtoisie

Plus de détails dans ma chronique au www.journallesoir.ca

Le nageur prodige de Gaspé

Éli Pelletier en décembre à la Coupe du Québec au PEPS de l'Université Laval. Yannick Légaré pour la Fédération de natation du Québec

Deux médailles d'or, une médaille d'argent, une de bronze et deux fois la quatrième place. Éli Pelletier en a impressionné plusieurs aux Jeux du Canada.

Jean-Philippe Thibault

À 17 ans, le nageur de Gaspé a fait écarquiller bien des yeux à St. John's. Son parcours a commencé en force dès le lundi avec l'or au 50 m libre. Homme des grandes occasions, Éli Pelletier a signé son meilleur temps en carrière avec un chrono de 23,82 secondes, devenant du même coup champion canadien.

« Depuis deux ans, il a une croissance fulgurante. On savait qu'il se classerait bien, mais on ne s'attendait pas nécessairement à une médaille d'or.

En même temps, on est habitués à ce que Éli repousse les limites et batte des records. On est extrêmement fiers », se réjouit son entraîneur des deux dernières années, Jérémie Hamel.

Déjà reconnu comme un athlète chevronné au dos, cette première marche du podium démontre bien sa polyvalence. « On a travaillé quand même pas mal son crawl cette année. Je savais qu'il performerait bien, mais il a coupé son temps de presque une demi-seconde sur son temps en grand bassin. C'est vraiment impressionnant. »

Le Gaspésien ne s'est cependant pas arrêté là. À sa deuxième journée de compétition, il a récolté l'argent au 50 m dos avec un temps de

26,80 secondes. Un peu plus tard, le quatuor du Québec dont il faisait partie a décroché l'or au relais 4x100m libre. Preuve de la confiance accordée par son équipe et ses entraîneurs, Éli Pelletier était le dernier nageur et avait la tâche de protéger la victoire.

Son propre temps a été de 50,9 secondes. « Il est vraiment prêt pour cette compétition; à son peak de la saison », analyse Jérémie Hamel.

Pour mettre la cerise sur le sundae, il s'est aussi payé le bronze à sa dernière journée de compétition au 100 m libre avec un temps de 52,23 secondes.

Il terminera par ailleurs quatrième au 100 m dos avec un temps de 58,41 secondes; son meilleur chrono à vie, à 42 centièmes d'un podium, et quatrième au 4x100m libre mixte. À noter qu'il a aussi abaissé son meilleur temps au 200 m dos en effectuant la distance en 2 min 11 s 64, bon pour un 7^e rang et un standard pour les essais canadiens junior.

En pleine ascension

Éli Pelletier poursuivra sa carrière l'an prochain en sports-études au Cégep de Lévis. Déjà, il peut s'enorgueillir d'être le meilleur nageur n'ayant jamais sorti de Gaspé depuis la création des Barracudas il y a 25 ans, et même avant lorsqu'il se dénommait le Club de natation du bout de la terre. Il est le premier porte-couleur des Barracudas à se rendre aux Jeux du Canada et évidemment à y remporter

une médaille.

Il était le seul représentant de l'Est-du-Québec aux Jeux du Canada. Les principaux nageurs du Québec présents à St. John's provenaient de Montréal et de Gatineau.

Avec des performances maximales généralement atteintes entre 24 et 27 ans en natation, plusieurs voient grand pour Éli Pelletier. « Progresser autant aussi rapidement, c'est vraiment impressionnant. Souvent il y a un plateau à l'adolescence, mais lui a seulement continué à s'améliorer constamment. S'il continue au même rythme, il va avoir un grand avenir qui l'attend. Sûrement plein d'universités vont se l'arracher », analyse Jérémie Hamel.

Ce dernier reste humble dans les succès de son protégé, qui était dans la piscine de Gaspé 11 heures chaque semaine, en plus d'une autre heure d'entraînement en dehors du bassin.

« Je ne suis que le passager de la voiture et c'est Éli qui la conduit, mais on a bien travaillé ensemble. Je suis fier du travail qu'on a fait sur ses styles de nage. C'est un travail de longue haleine, de précision dans les courses et ça a été payant en bout de ligne », conclut-il.

Chose certaine, Éli Pelletier pourra pour toujours se dire qu'il est champion canadien en natation. Et deux fois plutôt qu'une.



Éli Pelletier en pleine action. Yannick Légaré pour la Fédération de natation du Québec



- 100% Canadien
- Conçus au bas du fleuve
- Manufacturés au Québec

Permet de ventiler et de refroidir l'intérieur de la cage thoracique de votre gibier, afin de conserver votre venaison.



418 750-1780
info@buck-thorax.com
<https://buck-thorax.com/>

Écarteurs de cages thoraciques pour gros gibier

par JOHANNE FOURNIER



Victoria Mboko a vaincu son idole de jeunesse, Naomi Osaka, en finale de l'Omnium Banque Nationale. Photo La Presse Canadienne - Christopher Katsarov

Victoria, on «t'Mbokoup»!

Le titre ne vient pas de moi. Il vient de mon bon ami, Martin Girard. Je le trouve drôle et fort pertinent à mon propos. Vous aurez compris que je viens vous parler de la nouvelle sensation de l'heure en tennis, Victoria Mboko, un nom qui résonne même dans les clubs de tennis de la région.

Cette jeune Canadienne de 18 ans d'origine congolaise a littéralement enflammé l'imagination de toute une

génération de joueurs en remportant l'Omnium Banque Nationale de Montréal. Mais, au-delà de la victoire spectaculaire de la jeune femme au prénom prédestiné, c'est tout un mouvement d'espoir qui déferle sur nos jeunes.

Nos adolescents peuvent maintenant brandir leur raquette avec un fervent renouvelé. Victoria Mboko n'est plus seulement une joueuse lointaine évo-

quant sur les courts internationaux; elle est devenue le symbole tangible qu'un rêve peut se concrétiser, même quand on vient d'horizons moins privilégiés du tennis mondial.

L'impact de son parcours transcende les statistiques sportives. Partie de la 330^e position mondiale en début d'année, elle a gravi les échelons à une vitesse vertigineuse, démontrant que la persévérance et le talent peuvent triompher des obstacles apparemment insurmontables.

Cette trajectoire fulgurante pourrait-elle être une inspiration dans des régions où l'accès aux infrastructures de tennis de haut niveau reste limité, où les jeunes doivent souvent parcourir des centaines de kilomètres pour disputer des tournois? J'ose y croire. Pensons seulement à l'haltérophile Maude Charron. Son entêtement à continuer à s'entraîner dans le garage de son père, à Sainte-Luce, n'a jamais représenté un obstacle. Bien au contraire, elle a réussi l'exploit de monter deux fois sur le podium des Jeux olympiques.

« Son parcours atypique peut insuffler l'idée à notre jeunesse que tout est possible. »

Rêver grand

Des entraîneurs de tennis locaux témoignent d'un certain phénomène. Depuis la performance de Mboko, l'engouement pour le tennis a augmenté dans certains clubs. La hausse des inscriptions semble directement proportionnelle à l'ambition des jeunes joueurs.

«Elle peut devenir la meilleure au monde», a récemment affirmé Pierre Lamarche, le tout premier entraîneur de Victoria dès l'âge de 4 ans. Cette prophétie inspire désormais tous nos jeunes espoirs qui osent rêver grand.

Victoria Mboko incarne également une diversité précieuse dans un sport souvent perçu comme élitiste. Son origine congolaise et son parcours atypique peuvent insuffler l'idée à notre jeunesse que tout est possible, peu importe d'où l'on provient au Bas-Saint-Laurent ou en Gaspésie. La jeune joueuse de tennis prouve que l'excellence dans le sport n'a ni couleur ni origine géographique prédéterminée.

«L'effet Mboko»

«L'effet Mboko» dépasse largement le cadre sportif. Là où les modèles de réussite internationale restent rares, sa victoire devient un catalyseur d'ambitions. Elle démontre qu'avec de la détermination, on peut aspirer aux sommets mondiaux.

Cette nouvelle étoile du tennis canadien ne se contente pas d'inspirer; elle redéfinit les possibilités. Pour les jeunes du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, Victoria Mboko n'est plus seulement une championne à admirer, mais une preuve vivante que leurs rêves les plus audacieux peuvent devenir réalité.

L'espoir qu'elle suscite peut transformer le paysage du sport régional, promettant peut-être l'émergence d'une nouvelle génération de champions venus de notre coin de pays, en dépit de son éloignement des circuits d'excellence. Parlez-en à Maude Charron et à son premier entraîneur, Serge Chrétien, de Sainte-Anne-des-Monts. Ils sauront vous confirmer que tout est possible. Avec de la détermination et un entraînement rigoureux, ils vous diront qu'il suffit de croire en soi.



L'OCÉANIC DE RIMOUSKI

Arsenault débarque avec ses ambitions

Fraîchement arrivé à Rimouski, Zack Arsenault amorce sa nouvelle vie avec l'Océanic. L'état-major fonde beaucoup d'espoirs sur son nouveau joyau pour relancer l'équipe vers les plus hauts sommets.



Olivier Theriault
otherriault@lesoir.ca

Deuxième choix au total du repêchage de la LHJMQ en juin dernier, à Québec, Arsenault devrait rapidement s'imposer parmi les attaquants de puissance de la formation. Déjà doté d'un tir foudroyant, qui lui a permis de marquer 24 buts et d'accumuler 40 points en seulement 23 matchs, la saison dernière, avec le Blizzard du Séminaire Saint-François M18 AAA, l'ailier de 16 ans a mis l'accent sur sa vitesse afin de suivre le rythme effréné du hockey junior.

«Je ne suis pas reconnu comme le joueur le plus rapide. J'ai travaillé là-dessus, sur et à l'extérieur de la glace. J'ai fait du powerskating avec des entraîneurs spécialisés qui ont déjà évolué au niveau professionnel. J'ai aussi joué avec des gars déjà établis dans la LHJMQ. J'ai gagné en force physique, mais il fallait que je me concentre sur ma vitesse pour être prêt dès le départ», explique-t-il.

Rien à envier aux Remparts

Contrairement à d'autres espoirs, Arsenault n'a pas visité Rimouski, la région ou les installations de l'Océanic au cours de l'été. Dès sa première journée au camp d'entraînement, il a été conquis.

«J'avais déjà vu celles des Remparts, puisque je suis originaire de Québec, mais l'Océanic n'a rien à leur envier. Je



Zack Arsenault tente de déjouer un adversaire dans un match au camp de l'Océanic. Photo Alain Tremblay

suis déjà charmé par la ville et l'organisation. Joël (Perrault, entraîneur-chef) m'a dit d'utiliser mon instinct de marqueur, de travailler fort et de m'amusser. Je ne veux pas ressembler à une recrue, mais agir comme un vétéran», affirme Arsenault.

Prêt à dominer

En plus de la séance de sélection de juin, Perrault a pu observer son nouveau protégé lors du camp d'entraînement de Hockey Canada en vue du Défi mondial des moins de 17 ans, qui se tiendra du 31 octobre au 8 novembre en Nouvelle-Écosse. Le pilote rimouskois y agira comme entraîneur adjoint de l'une des deux formations canadiennes.

«Zack a beaucoup de talent. Il a toujours marqué à chaque niveau où il a évolué. Il est prêt à tout pour dominer.

On va le placer dans des positions favorables. Plus il jouera avec des gars de niveau junior, plus il s'imposera», croit Perrault.

Ironie du sort, Arsenault se retrouve maintenant dans le camp adverse de plusieurs de ses proches. Après avoir représenté les Remparts au Tournoi international pee-wee de Québec, alors dirigés par l'actuel directeur général Simon Gagné, son père Ken et son oncle Jimmy ont porté les couleurs du Drakkar de Baie-Comeau.

Après avoir joué deux rencontres préliminaires à Victoriaville et Shawinigan, mardi et mercredi, l'Océanic retrouvera ses partisans pour une première fois, ce vendredi 22 août, en recevant les Saguenéens de Chicoutimi au Colisée Financière Sun Life.



Zack Arsenault, le premier choix de l'Océanic au repêchage 2025 de la LHJMQ. Photo Vincent Éthier - LHJMQ.

Éditrice :
Louise Ringuet

Directeur régional de l'information :
Olivier Theriault

Le SOIR

Directrice adjointe régionale de l'information :
Johanne Fournier

Journalistes :
René Alary
Alexandre D'Astous
Véronique Bossé
Dominique Fortier

Annie Lefevre
Bruno St-Pierre
Jean-Philippe Thibault

Conseillers en solution médias : Alexandre Bédard Lamer et Rémi Côté
Coordonnatrice à la maquette et web : Mélanie Darache
Coordonnateur expérience client et projets spéciaux : Francis Mimeault
Graphistes : Aude Robert-Gingras, Benoît Guérette
Développement web : Martin Ayotte Cummings

Publié par : Publications Le Soir Inc.

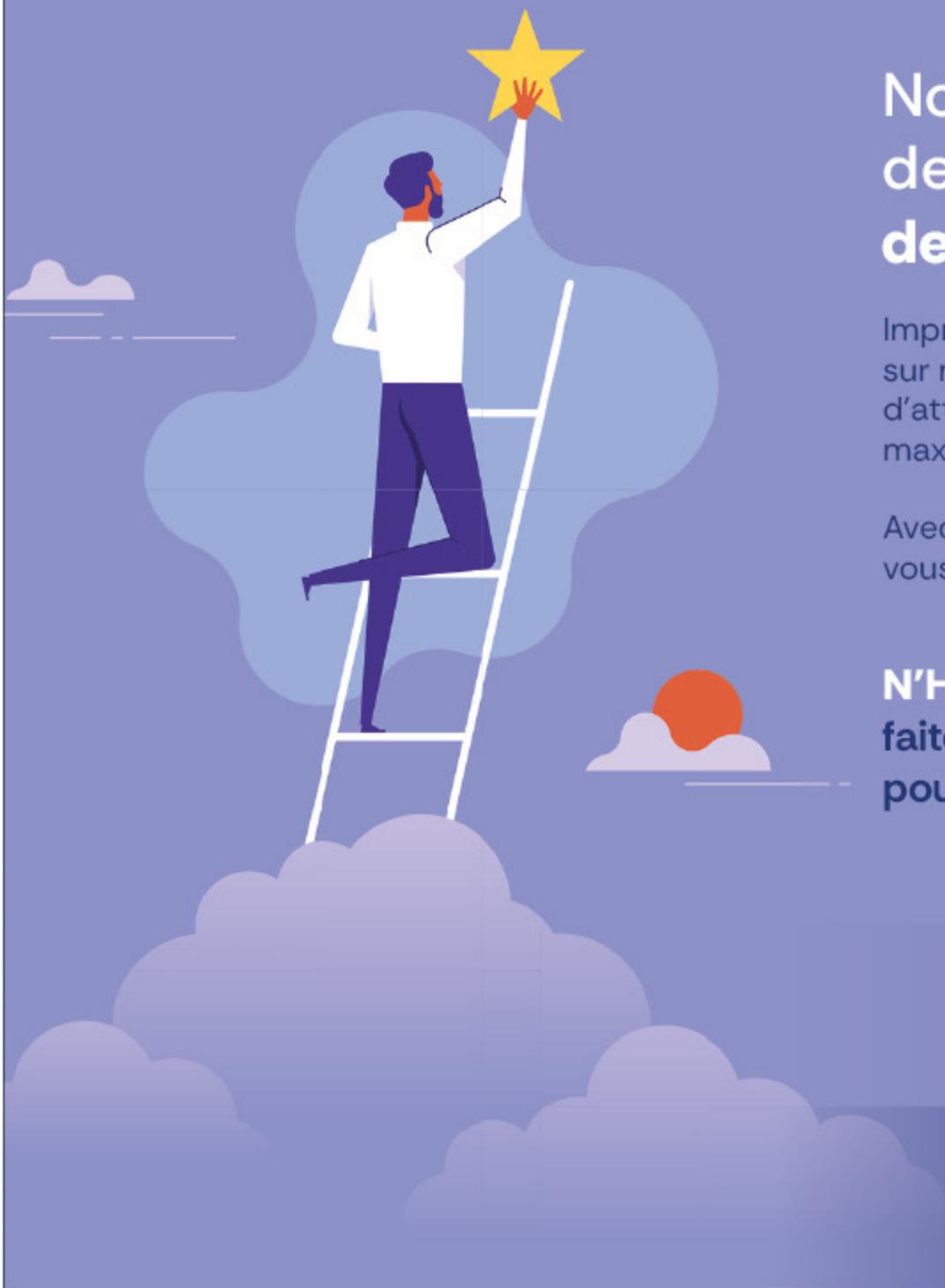
ISSN : 2562-0126 (en ligne)

Partenaire officiel du gouvernement du Québec

Canada Québec

Libérez le potentiel DE VOTRE ENTREPRISE

GRÂCE À NOS STRATÉGIES ÉPROUVÉES!



Notre talentueuse équipe
des ventes **détient la clé**
de votre succès.

Imprimées ou numériques, nos campagnes
sur mesure sont conçues pour vous permettre
d'atteindre vos objectifs et d'obtenir un
maximum d'impact.

Avec notre expérience et notre dévouement,
vous êtes entre bonnes mains!

N'HÉSITEZ PLUS :
faites équipe avec nous
pour booster votre visibilité !

journallesoir.ca

info@lesoir.ca | (581) 805-9980

Le **SOIR**